

Le C.N.R.A. envisage l'avenir

À moins d'un mois du scrutin d'autodétermination, la dernière réunion du CNRA à Tripoli a revêtu une importance toute particulière pour l'avenir du FLN, c'est-à-dire, en fin de compte, pour l'avenir de la révolution algérienne.

En dehors des problèmes qui se rattachent aux combats actuels contre l'OAS, le CNRA avait à discuter de deux points essentiels : le programme et la structure du FLN au lendemain des accords d'Evian.

Sur la question du programme, le FLN, en effet, ne dispose que de la *plate-forme* adoptée au congrès de la Soummam dans un moment où l'essentiel était de concentrer toutes les forces sur l'objectif de l'Indépendance. Celle-ci virtuellement acquise, il s'agit maintenant de répondre précisément aux besoins de millions de paysans pauvres sans terre, de centaines de milliers de prolétaires des villes.

Comment le CNRA a-t-il répondu ? Quel programme a-t-il adopté s'il en a retenu un ? A cette question, en l'absence d'informations sérieuses, il ne peut être répondu. Seulement, nous avons déjà écrit et répété que la révolution algérienne ne pouvait sans se renier abandonner le mot d'ordre de la réforme agraire et que de celle-ci découlaient nécessairement une mobilisation continue des masses à la fois contre les positions de la colonisation française et contre les structures archaïques de l'agriculture, par l'expropriation des gros propriétaires terriens. Cette révolution agraire aura besoin d'un soutien industriel qui ne pourra se créer que sur la base, là aussi, d'une transformation des structures industrielles par la nationalisation des secteurs déterminants de l'économie. A cela bien sûr l'impérialisme français va s'opposer et il rencontrera des alliés en Algérie même, dans les résidus de la colonisation, mais aussi dans certaines couches bourgeoises algériennes sou-

nues par les bourgeoisies tunisienne et marocaine.

Pour écraser leur résistance, le mouvement de masse devra être organisé, amplifié et là se pose la question des organismes de pouvoir.

Plus important que toutes les formules d'élections de l'Assemblée constituante pour laquelle le Parti Communiste Algérien suivant la bonne tradition « démocratique » de son aîné le P.C.F. vient de mijoter quelques bonnes recettes, seraient les formes d'organisation dans lesquelles les masses exerceraient leur pouvoir. Les comités populaires de quartier, les comités ouvriers dans les fabriques, dans la production, sur laquelle ils exerceraient leur contrôle les assemblées de paysans qui détermineraient les formes d'association dans l'agriculture, voilà les organismes de base qui doivent détenir le pouvoir, voilà la base sur laquelle avec l'A.L.N. armée du peuple, la direction de la révolution doit s'appuyer.

Acquis en principe depuis longtemps la transformation du FLN en parti va clarifier les perspectives du mouvement révolutionnaire en Algérie. De la nature de parti dépendra, en effet, le développement révolutionnaire.

Quel sorte de parti le CNRA a-t-il pris la décision de créer ?

Parti du peuple englobant toutes les tendances idéologiques de la révolution algérienne du « bourgeoisisme » au « socialisme révolutionnaire démocratique », à structure relâchée, à programme imprécis, sans vie idéologique et politique intense ni contrôle démocratique collectif, ce qui permettrait aux tendances bourgeoises d'exercer une influence prépondérante sans commune mesure avec leurs forces réelles, ou Parti de l'avant-garde des ouvriers, des paysans pauvres et des intellectuels révolutionnaires à idéologie socialiste ?

S'il est improbable qu'à l'étape actuelle de la révolution le CNRA a décidé à Tripoli la création

d'un Parti Marxiste-Léniniste, on peut cependant exclure que le FLN devienne un parti de la bourgeoisie nationale algérienne. Le rapport des forces sociales, la profondeur de la révolution, la maturité des cadres et des militants trompés par les huit années de lutte contre l'impérialisme français constituent un tel potentiel d'énergie révolutionnaire qu'aucun appareil bureaucratique ne pourra s'opposer à son développement socialiste.

Déjà la position adoptée de reconnaître d'autres partis en dehors de lui — à l'exception d'un parti des européens qui ne pouvait être que la base d'une organisation contre-révolutionnaire dangereuse pour l'avenir — démontre l'évolution démocratique révolutionnaire du FLN qui admettant dans son sein différentes tendances accepte aussi la concurrence d'autres organisations politiques.

Vraisemblablement le FLN transformé en parti restera durant une période ce qu'il est à l'heure actuelle et c'est en abordant les tâches de sa révolution tel quel, que se fera la différenciation nécessaire entre l'aile pro-bourgeoise et l'aile socialiste.

C'est de cette lutte interne, c'est des développements propres au FLN que naîtra le parti marxiste révolutionnaire d'Algérie.

Et les tentatives présentes du P.C.A. de se présenter comme étant LE PARTI de la classe ouvrière révolutionnaire en dehors du réel processus de création de l'avant-garde communiste de masse dans le FLN ne fait que perpétuer l'attitude de sectarisme organisationnel — et alors d'extrême opportunisme politique — qu'il a adopté au début de l'insurrection lorsqu'il était orienté sur la bonne Union Française. Quant à l'aide que lui apporte l'Humanité dans ce domaine elle touche au ridicule quand Billoux écrit dans un éditorial que : « le Parti Communiste Algérien ouvre la voie au FLN au GPRA à l'Exécutif provisoire etc... »

ANGOLA NOUVEAU FRONT DE LA RÉVOLUTION

Nous donnons ici des extraits d'une étude importante qui paraîtra dans le prochain numéro de la revue du Comité Exécutif International « Quatrième Internationale ». Nous regrettons vivement, étant donné son intérêt de ne pouvoir la publier plus largement, faute de place.

Cela fait plus d'un an que la lutte du peuple angolais, contre l'impérialisme portugais s'est transformé en une révolte armée dont la féroce répression menace de faire de cette colonie d'Afrique Occidentale une nouvelle Algérie. Quelques jours avant, la saisie spectaculaire du Santa-Maria, avait rappelé au monde qu'au Portugal même, la dictature de Salazar n'agissait pas à sa guise. Depuis lors, dans la presse internationale on s'est beaucoup intéressé aux problèmes du Portugal et de ses colonies. Derrière les rumeurs, les faux divers et les confuses spéculations, c'est tout un complexe de forces qui est en jeu. Les ennemis de la révolution angolaise — et aussi de la révolution portugaise — sont nombreux et leurs intérêts ne coïncident pas toujours.

Salazar et les monopoles portugais qu'il sert ; Franco directement menacé par tout affaiblissement du régime Salazar ; les trusts britanniques aux grands intérêts au Portugal et en Afrique portugaise ; blancs de Rhodesie et d'Afrique du Sud. Et l'impérialisme américain au nom de ses intérêts stratégiques, politiques, économiques.

Or, chaque jour de guerre en Angola intensifie le danger de révolution au Portugal. Une telle révolution aurait de profondes répercussions en chaîne, à commencer par l'Espagne et menacerait dangereusement l'équilibre de l'impérialisme mondial.

LA NATURE DE L'IMPERIALISME PORTUGAIS

Le Portugal, petit pays de 9 millions d'habitants, est, en termes de productivité, un des plus pauvres pays d'Europe. Les méthodes arriérées de l'agriculture associées au déséquilibre de la répartition des terres d'une part ; et au bas niveau d'industrialisation d'autre part, expliquent que le produit national par tête d'habitant soit de 201 dollars, soit le quart de celui de la France.

De plus, ce maigre produit national est partagé d'une telle façon entre les produits et les salaires que le taux d'exploitation capitaliste est anormalement élevé. Dans la plupart des pays occidentaux les salaires comptent pour 60-70 % et les profits pour 30-40 % du produit national. Au Portugal la proportion est inversée : les salaires comptent pour 39 % et les profits pour 61 % du produit national.

Les partisans de Salazar clament que l'impérialisme portugais est différent des autres puissances impérialistes. Cela est vrai ! Non pas cependant pour les fausses raisons habituellement invoquées de bonté humaine, d'assimilation raciale, ainsi de suite ! La différence est une différence économique fondamentale. A la différence de la Grande-Bretagne, de la France, de la Belgique et des U.S.A. ; le Portugal manque de capitaux pour un investissement colonial en raison de sa propre économie arriérée.

La bourgeoisie portugaise, ou son agent, l'Etat de Salazar en tant que propriétaire, loue des concessions aux compagnies étrangères : mines ; routes, communications, ports, terres pour les plantations. Et en ce qui concerne directement l'Etat, en échange d'avantages économiques, il fournit aussi à l'impérialisme étranger la main-d'œuvre esclave dont il a grand besoin.

Les profits réalisés par les entreprises étrangères dans les colonies portugaises retournent pour la plupart dans les pays intéressés, mais une assez grande proportion est versée au Portugal en échange du droit d'exploiter son territoire. Ainsi, bien qu'il existe aussi une exploitation directe par un certain nombre de monopoles portugais tels que le CUF, la bourgeoisie portugaise se trouve en grande partie dans la situation d'un intermédiaire, une sorte de propriétaire foncier, et le revenu que le Portugal retire de ses colonies provient directement de sa souveraineté plutôt que de son investissement. De ce fait, l'indépendance politique de ces territoires éliminerait automatiquement le rôle intermédiaire de la bourgeoisie portugaise.

A la différence des autres nations capitalistes plus riches, le Portugal ne peut rien faire pour arranger les choses. La nature économique de son impérialisme ne peut fournir la base nécessaire pour adopter une solution de type « commonwealth ». Elle n'a de ressources ni pour l'investissement ni pour l'endoctrinement d'une élite africaine docile.

LE MOUVEMENT NATIONAL

... Le *Partido da Luta Unida dos Africanos de Angola* (PLUA) fut le premier parti révolutionnaire de masse à se former et il appelait les Angolais à s'unir et lutter pour leur libération. En 1956, le PLUA s'unit à d'autres groupes pour former le *Movimento Popular de Libertação de Angola* (MPLA).

Le MPLA fut fondé en Angola par des Africains Angolais, ouvert à tous sans considération de race ou de tribu, ayant une structure démocratique et visant à mettre fin au colonialisme portugais par tous les moyens. Il fit appel à l'union de tous les Angolais dans cette lutte et demanda la formation d'un Front de Libération Nationale, position dont il ne s'est jamais départi. Sa politique internationale est basée sur le neutralisme dans la guerre froide, le pan-Africanisme et la solidarité avec tous les pays combattant pour l'indépendance nationale, et tout d'abord avec les autres colonies portugaises. Son programme demande une réforme agraire qui nationaliserait les terres possédées par les ennemis de la révolution Angolaise, établirait une limitation de la propriété rurale privée, distribuerait la terre aux paysans n'en possédant pas et aux paysans pauvres et garantirait les droits acquis par les paysans au cours de la lutte de libération. Le programme demande aussi l'industrialisation et le développement du pays au moyen d'une planification et de la création d'entreprises commerciales et industrielles propriétés d'Etat ; l'abolition des privilèges accordés aux entreprises étrangères ; le contrôle par l'Etat du commerce extérieur ; et le banissement des bases militaires étrangères.

Les chefs du MPLA sont marxistes dans leur perspective, mais marxiste dans un contexte africain, se méfiant des « conseils » d'Européens qui se proclament anti-colonialistes mais qui, comme dans le conflit algérien, ont si souvent failli lorsque la solidarité avec les luttes anti-colonialistes entraient en conflit avec les intrigues intérieures de leurs partis.

Jusqu'ici, le principal obstacle à l'unité angolaise, et donc à une libération rapide, a été l'attitude et l'activité des dirigeants de l'*União das Populações de Angola*, l'UPA, et de son chef, Roberto Holden. L'UPA, parti paysan sans autre programme que l'indépendance politique par rapport aux Portugais, n'est pas une organisation à

l'échelle nationale, mais elle est basée sur les tribus angolaises du Nord dans la région de Sao Salvador près de la frontière congolaise. Avant que les réfugiés de la guerre angolaise viennent grossir leur nombre, près d'un demi-million d'ouvriers angolais émigrés vivaient au Congo.

C'est parmi ces derniers que l'UPA, appelée au début Union des peuples de l'Angola du Nord, se forma à Léopoldville. L'UPA de Holden acquit une importance particulière au début de 1961 à cause du rôle qu'il joua dans le soulèvement du Nord. Généralement la presse occidentale fait remonter la guerre angolaise au 15 mars 1961, quand les tribus du Nord se révoltèrent. En fait la révolte armée contre les Portugais commença un mois avant, le 4 février 1961, lorsque des militants MPLA attaquèrent les prisons et les bâtiments du gouvernement à Luanda, et qu'il y eut des batailles rangées pendant trois jours. Le seul 5 février, plus de 3000 Africains furent tués. A partir de ce moment de violents accrochages se produisirent en beaucoup d'endroits sur tout le territoire angolais, jusqu'à l'éclatement d'une guerre ouverte dans le Nord. Depuis lors, le monde a pris connaissance de la tragédie angolaise, des représailles portugaises avec des bombes au napalm de fabrication anglaise, la destruction des villages, le chiffre de 50.000 Africains tués et de 150.000 réfugiés sans abri fuyant vers le Congo.

Ce qui n'est pas aussi bien connu, c'est le rôle sinistre joué par les dirigeants de l'UPA dans ce drame. Holden refusa à plusieurs reprises les appels non seulement du MPLA, mais aussi des autres partis, à former *accorde moins d'importance au mouvement angolais de libération, affirmant l'hégémonie de l'UPA dans la lutte angolaise et dénonçant le MPLA comme « des communistes blancs »*. Son journal, *La Nation Angolaise*, émet un flot continu de propagande nationaliste noire et tribale, dépourvue de tout contenu politique ou de perspective concernant la poursuite de la guerre ou l'avenir d'un Angola indépendant. Ensuite en novembre 1961 le MPLA fut contraint d'annoncer que l'une de ses unités de guérilla, une troupe de 21 hommes dirigés par un Européen Tomas Ferreira, avait été prise et tuée par des éléments de l'UPA.

... Enfin, la patience du MPLA se trouva récompensée et le 3 mars 1962 les actes de sabotage d'Holden furent dramatiquement dénoncés par le propre chef d'état-major de l'UPA, Marcos Kassanga, au nom de « l'Armée Nationale de Libération » UPA. L'ensemble de cette armée retira tout soutien à Holden et demanda aux pays Afro-Asiatiques qui apportaient leur aide à l'UPA de la donner aux véritables organisations nationalistes. Il demanda aussi la formation urgente d'un front de libération nationale unissant tous les partis angolais. La dénonciation par Kassanga de la direction de l'UPA fut immédiatement suivie par le syndicat dirigé par l'UPA, le LGTA, qui retira son soutien à l'UPA et fit aussi appel à un Front de Libération Nationale.

L'article tend ensuite à démontrer l'isolement de l'impérialisme portugais et la faiblesse de ses possibilités de riposte. Il décrit encore le mouvement ouvrier portugais, en montrant les carences politiques du parti communiste portugais, le principal parti clandestin, qui reste dans une perspective d'union nationale pour la démocratie et n'accorde moins d'importance au mouvement angolais qu'à l'alliance avec les libéraux colonialistes du genre du général Delgado.